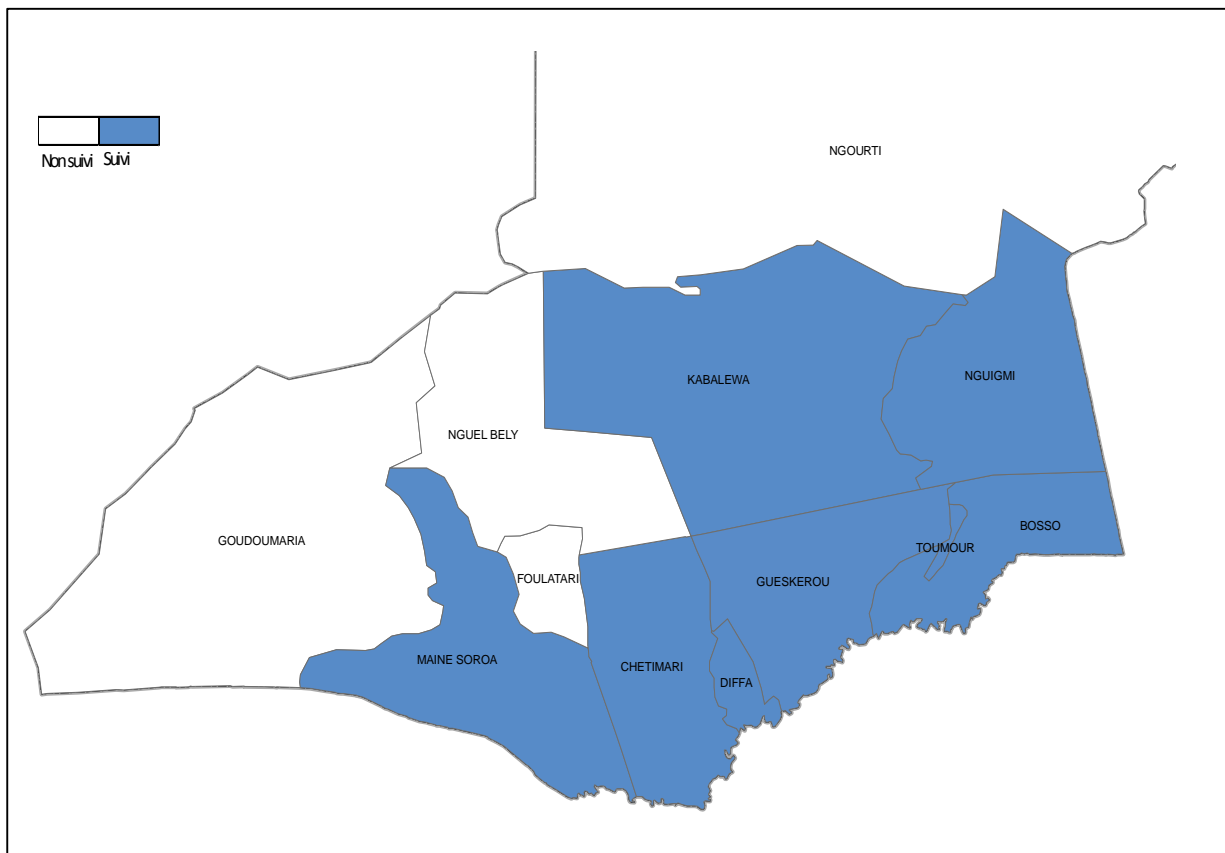


RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION

JANVIER 2018

Diffa, Niger



Carte des 8 communes suivies sur 12 dans la région de Diffa à travers le monitoring protection

APERCU DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION DANS LA REGION DE DIFFA

L'année 2018 a commencé par un regain de violence suite à une double attaque attribuée au groupe armé non étatique (Boko Haram) et une propension d'actes criminels et de banditisme accompagnée par la persistante des menaces d'enlèvement des humanitaires. Deux attaques de grande envergure ont marqué la région de Diffa successivement le 17 et 29 janvier 2018 contre les forces de défense et de sécurité (FDS) à Toumour (80 km au sud-est Diffa) et Chetimari Wango (20 km sud-ouest de Diffa).

Le bilan des deux attaques fait état de 10 soldats nigériens tués, plusieurs véhicules et divers équipements militaires emportés par les assaillants. Ces incidents ont entraîné des mouvements de population d'environ 943 personnes vers Kindjandi, Kaoua, Ngadodo, Mouni dans la commune de Gueskerou et de Kablewa. Suite à ces incursions et attaques, plusieurs arrestations et interpellations pour suspicion d'être de connivence avec les insurgés ont été effectués par les FDS.

De façon globale, les populations semblent de plus en plus gagnées par l'inquiétude, voire la peur, et redoutent que le départ des éléments du contingent tchadien n'ait fragilisé le dispositif militaire et facilité en conséquence un retour en force des éléments du groupe armé surtout en cette période de décrue des eaux de la Komadougou.

Il faut également noter la reddition de 6 ménages de 26 personnes le 15 janvier 2018 dont 6 hommes, 7 femmes et 13 enfants aux autorités de Bosso à partir du village de Koudokaouwa. Ces personnes ont été acheminées au centre de Goudoumaria.

I- MONITORING COMMUNAUTAIRE

A- Sécurité et bien-être

Au cours de ce mois de janvier, cinq missions de monitoring ont été effectuées dans la commune de Gueskerou, Kablewa, Diffa, Toumour et Maine Soroa. Ces missions ont permis de (i) d'évaluer la situation de protection dans les sites visités suite aux alertes des points focaux et aux mouvements de population ; (ii) de documenter les cas individuels de protection pour référencement et réponse.

Les personnes interviewées dans les communes de Gueskerou, Toumour, Diffa, Chetimari au cours de ce mois estiment ne pas se sentir en sécurité, vivent dans la peur et en alerte constante. Les raisons évoquées sont entre autres la persistance des incursions et attaques des éléments de BH, les menaces d'attaque de l'entrepôt de la Société nigérienne d'exploitation de pétrole (SONIDEP) de Diffa par les éléments de BH ; les tirs d'armes lourdes entendues à Diffa au cours de ce mois, la peur des dommages collatéraux suite à la riposte des forces de défense et de sécurité.

B- Mouvement de population

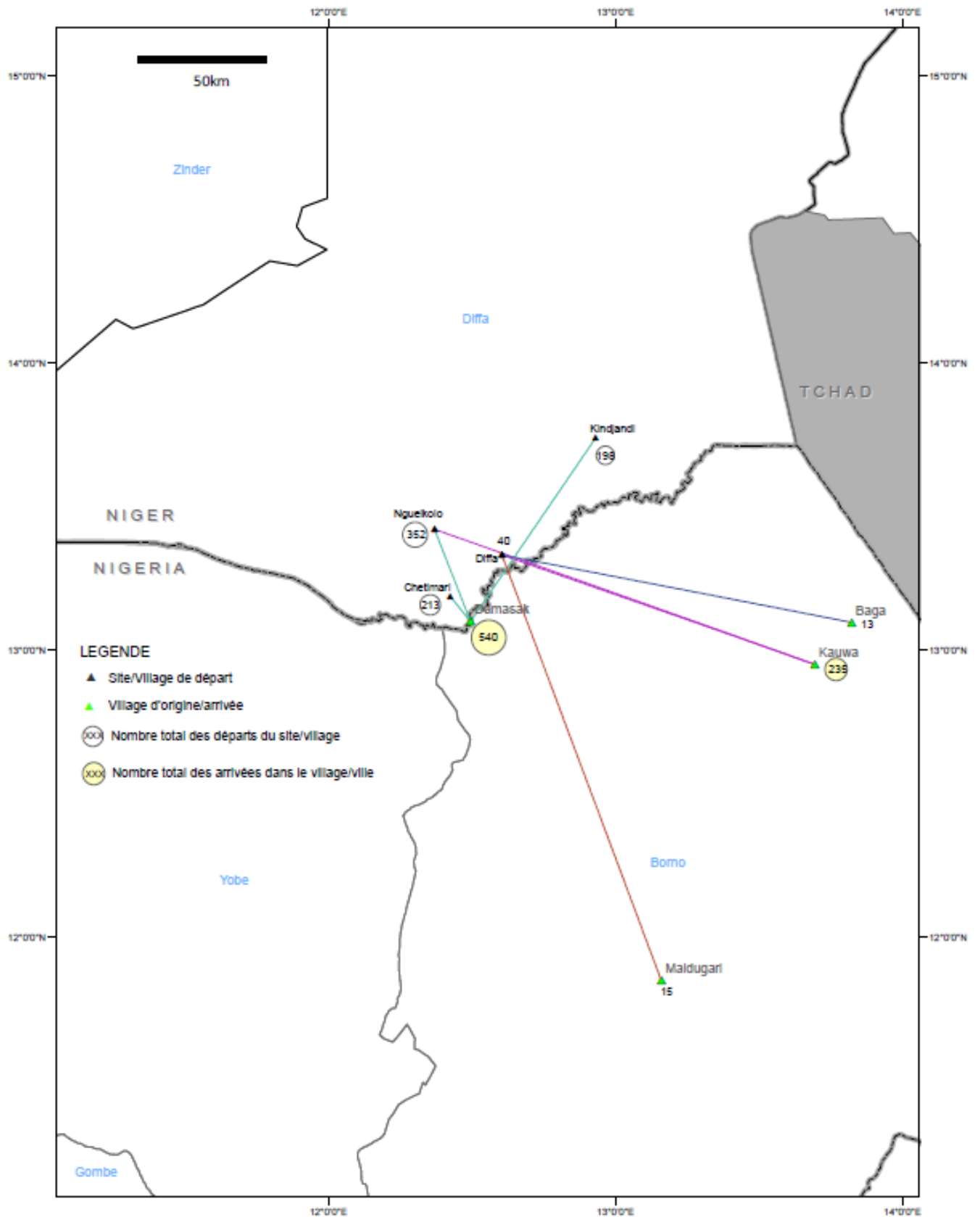
Suite à l'attaque de la base militaire de Toumour le 17 janvier 2018 par les éléments du groupe armé non étatique, plusieurs ménages se sont déplacés pour d'autres sites à la recherche des endroits plus sécurisés. C'est ainsi que 120 ménages de 673 personnes sont arrivés à Kindjandi à partir du 20 janvier 2018 et se sont installés aux secteurs 4 et 5; 41 ménages de 270 personnes ont quitté Toumour en direction de Kaoua, N'Gadodo et Mouni dans la commune de Kablewa.

Des mouvements de retour des PDI vers Bosso (37 personnes) et Nguigmi (29 personnes) ont été rapportés. Les raisons évoquées sont la récolte de poivron.

En plus de ce mouvement post attaque, des mouvements transfrontaliers vers le Nigeria de 803 personnes ont été perçus dans les localités de Baga, Cross Kauwa, Damasak, Maiduguri dans l'Etat de Borno (voir la carte ci-dessous).

DIFFA/ NIGER: RETOURS MONITORES VERS LE NIGERIA

REFUGIES NIGERIANS (du 1 au 31 janvier 2018)



Les limites et les noms utilisés n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle du Cluster Protection
 Date de création: 31 janvier 2018 ; Source: GTP; Contact: Valérie Svobodova (svobodov@unhcr.org)

II- MONITORING DES INCIDENTS DE PROTECTION

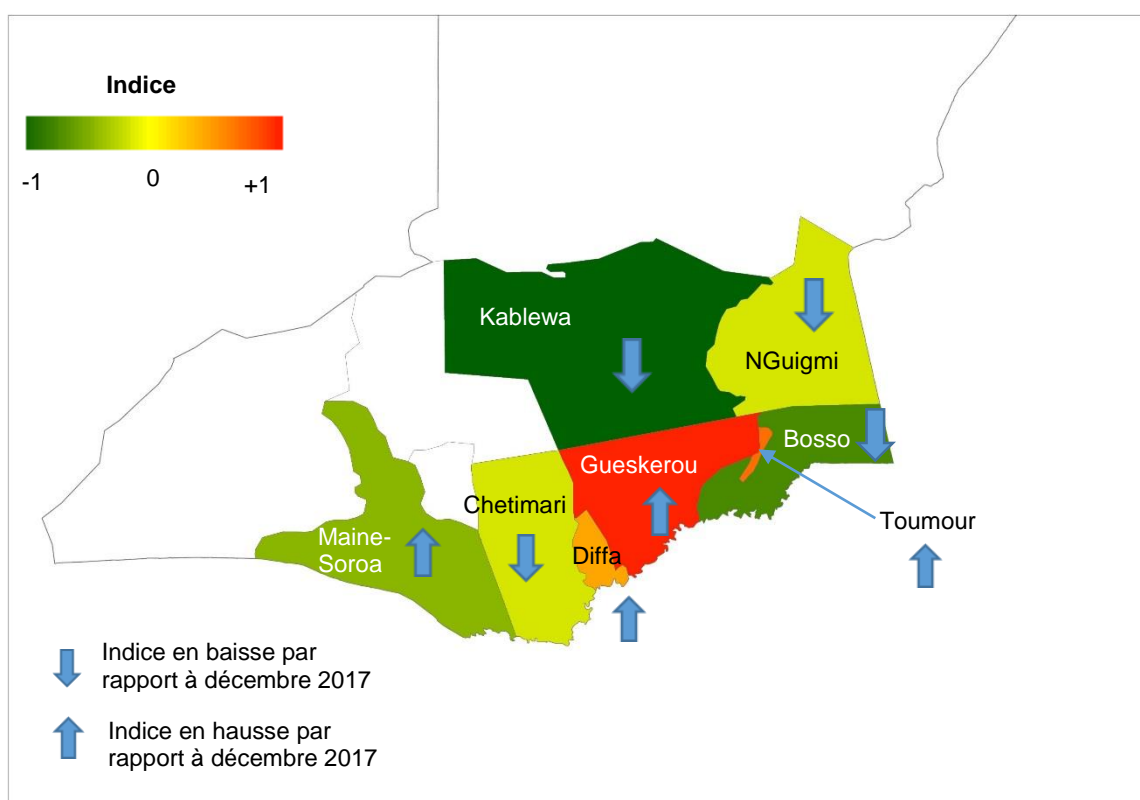
Au total, 53 incidents de protection ont été rapportés au cours du mois janvier. Six communes parmi les huit ont été plus touchées au cours de ce mois par les cas d'incursions et d'attaques, enlèvement, arrestation/interpellation, vols et pillages, extorsion de biens, viols et agression sexuelle (Toumour, Gueskerou, Diffa, Chetimari, Maine Soroa).

Comparaison des communes ayant enregistré les problèmes/incidents de protection au mois de janvier

La variation des couleurs du vert au rouge, montre les communes ayant enregistré plus de problèmes de protection au cours du mois de janvier et les flèches montrent les diminutions ou augmentations des problèmes de protection par rapport au mois de décembre 2017. Notons que la totalité des problèmes de protection collectés par commune est prise en compte pour cette analyse.

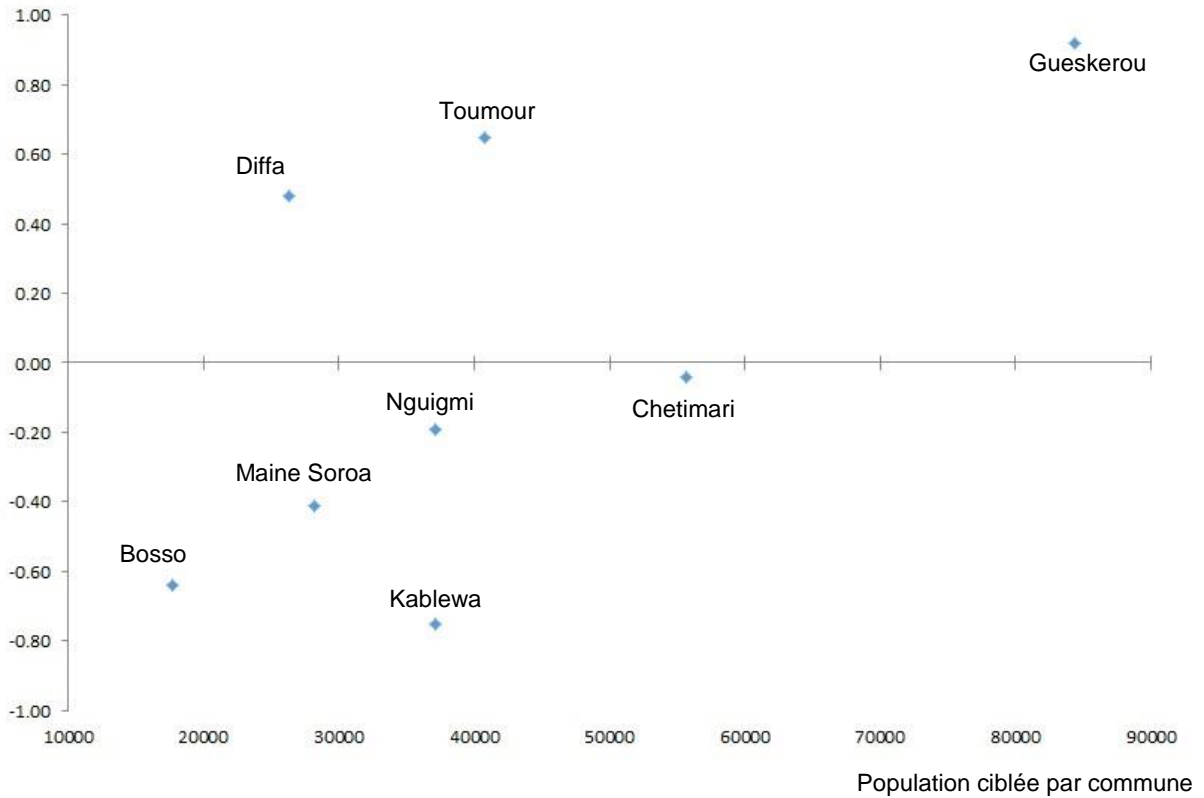
Cette carte a été construite sur la méthodologie disponible sur le lien suivant <https://composite-indicators.jrc.ec.europa.eu>; en construisant un indice de monitoring de protection pour janvier et pour référence, les données de base de décembre 2017.

(Dans ce cas d'espece, l'indice est une note basée sur une agrégation des plusieurs indicateurs de protection qui permet la classification/comparaison des zones dans le temps).



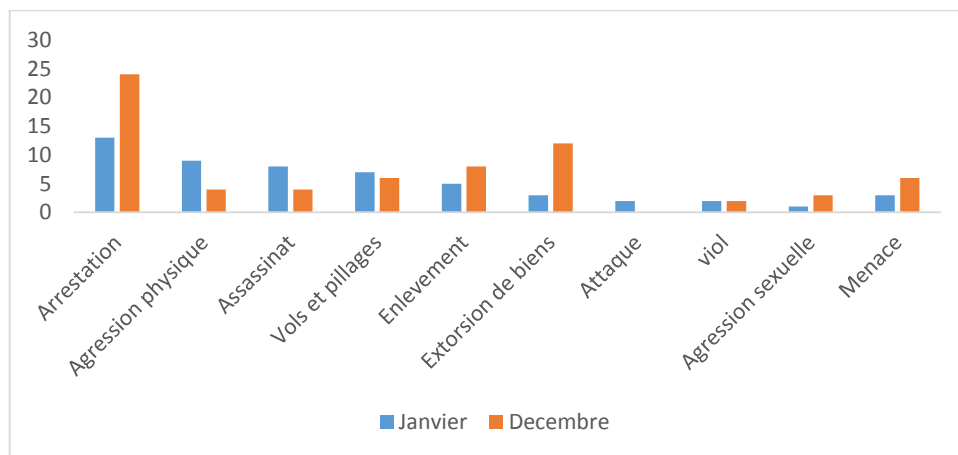
Les communes dont l'indice se situe près de -1, présentent moins de problèmes de protection par contre celles situées près de +1 présentent plus de problèmes de protection au cours du mois de janvier.

Indice de janvier rapporté au nombre de population ciblée (HNO 2017)



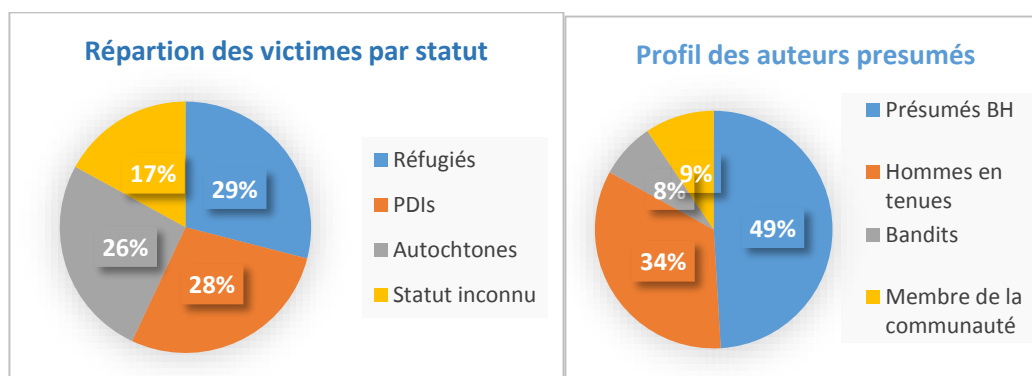
Les communes de Diffa, Toumour, et Gueskerou ont les indices les plus élevés au cours du mois de janvier. Toutefois, il faut prendre en compte le nombre de la population ciblée dans ces communes respectivement : Diffa (26 265), Toumour (40 760), Gueskerou (84 357).

Comparaison des incidents enregistrés en décembre 2017 et janvier 2018 par typologie



Les incidents qui sont en hausse par rapport au mois de décembre sont les cas d'agressions physiques, les incursions/attaques, assassinats/meurtres, commis par les présumés éléments de Boko Haram. L'augmentation de ces trois incidents serait due aux incursions et attaques ciblées contre les bases militaires de Toumour et Chetimari avec des impacts négatifs sur la population civile.

Répartition des victimes par statut et auteurs présumés



Les présumés auteurs seraient les éléments de Boko Haram (49%), et les hommes en tenues (34%), les bandits (8%), les membres de la communauté (9%). Les réfugiés sont les plus touchés par ces incidents de protection avec 29% des cas rapportés au cours de ce mois, suivi des personnes déplacées internes (28%), les autochtones (26%) et d'autres dont leur statut n'est déterminé soit 17%. Ceci serait dû aux deux attaques ciblées dans les communes de Toumour et Chetimari au cours de ce mois et au fait que les communes de Toumour et Chetimari ont un nombre élevé de personnes réfugiées parmi les déplacés (Chetimari 32156, Toumour 20156- chiffres DREC octobre 2017).

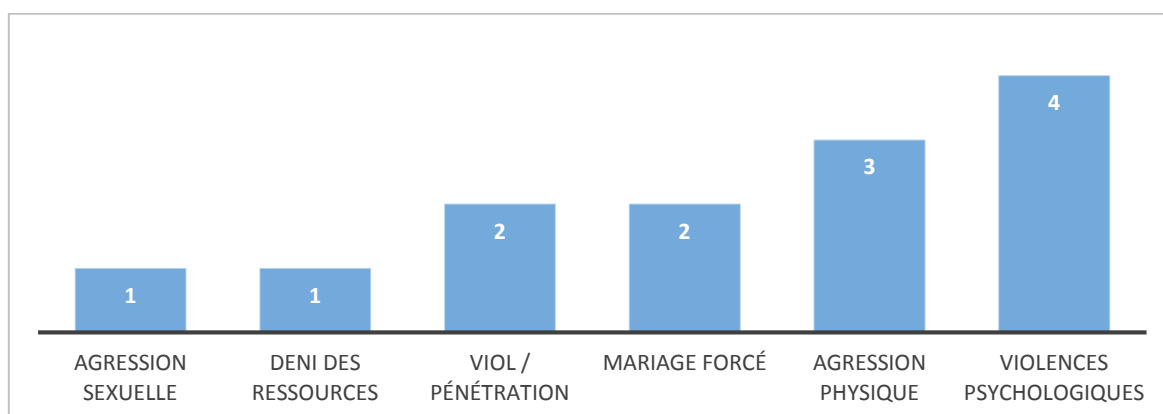
Répartition des victimes par sexe et par tranche d'âge



La plupart des personnes touchées par ces incidents sont du sexe masculin (88%) et 12% féminin. 11% de cas ont touché les enfants (viols, agressions sexuelle, mariage d'enfant, enlèvement) et 89% les personnes de 18 à 59 ans.

III- PREVENTION ET REPONSES AUX CAS DE VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE

Répartition des cas de VBG enregistrés au mois de janvier 2018



Au cours du mois de janvier, 13 nouveaux cas de violence basée sur le genre ont été rapportés et répartis selon les typologies suivantes : 2 cas de viol (toutes mineurs de 13 et 16 ans), 1 cas d'agression sexuelle, 3 cas de agressions physique (F), 01 cas de déni de ressources (F), 04 cas de violence psychologique (3F et 1H), 2 cas de mariage d'enfant. Les violences psychologiques et agressions physiques sont les plus élevés.

Parmi ces survivants de VBG 12 sont des femmes et 1 cas d'homme (violence psychologique). Cinq (5) cas de VBG sur 11 soit 38% ont été commises sur des enfants de moins de 18 ans et 8 sur 11 soit 62% sont des adultes. Parmi les 13 survivants, on retrouve 7 réfugiés, 2 PDI et 4 résidents.

PREVENTION

3828 personnes dont 634 hommes, 532 garçons, 1659 femmes et 1003 filles ont été touchés par les activités de sensibilisation. Elles ont porté sur les conséquences des violences basées sur le genre notamment le mariage précoce, les violences sexuelles, psychologiques et émotionnelles et les services disponibles.

Les séances de sensibilisation ont été réalisées sur le camp des réfugiés de Sayam forage, dans les quartiers de Diffa, Mainé Soroa, Guidan Kadji, Kilakam, N'guelkolo, Chetimari et sur les sites de déplacés de Kindjandi, Garin wanzam, Kablewa et N'gugimi.

REPONSES

- Equipement de 4 espaces femmes dans la commune de Maine Soroa pour renforcer la participation des femmes aux activités psychosociales de groupes
- Appui en kits de dignités (5 survivantes)
- 2 survivantes ont été référées pour prise en charge médicale dans le délai de 72h (kits PEP reçus)
- 4 survivantes ont été accompagnées dans le processus de réponse juridique
- Tous les survivants(es) ont reçus un appui psychosocial

IV- PROTECTION DE L'ENFANCE

Dans le cadre des activités de protection de l'enfance, un nouveau cas d'enfant non accompagné a été identifié et placé en famille d'accueil temporaire à Kintchandi. En outre, 15 anciens cas d'enfants non

accompagnés (4F et 11 G), et 3 enfants séparés (1F et 2 G), ont été suivis au cours du mois de janvier à Adjiméri, Festival, Kolo Koura, Boudouri dans la commune de Diffa et Maine Soroa par le partenaire IRC. Le processus de recherche et réunification familiale est en cours pour tous les enfants non accompagnés et enfants séparés. Cependant, suite au suivi, tous ces enfants sont bien intégrés dans leurs familles d'accueil temporaire et tous affirment qu'ils reçoivent un bon traitement.

REPOSES

- Référencement du nouveaux cas aux partenaires pour la fourniture des services d'abris et l'assistance alimentaire et NFI
- Trois enfants ont bénéficiés des kits bébé à Kintchandi et Toumour et un enfant référé par la DRPE a bénéficié d'une assistance en lait thérapeutique pour une période de 6 mois.

PREVENTION

Les activités de prévention sont essentiellement des sensibilisations et des activités socio récréatives réalisées par les structures communautaires avec l'appui des staffs d'IRC.

984 enfants ont été touchés par les activités socio-récréatives organisées par les comités enfants jeune paires éducateurs. Parmi ces enfants, 493 sont des filles et 491 sont des garçons.

V- IDENTIFICATION ET ASSISTANCES DES PERSONNES A BESOINS SPECIFIQUES

Quinze personnes à besoins spécifiques dont 9 femmes et 6 hommes ont été identifiées au cours du mois de janvier dans les sites d'intervention d'IRC. Les femmes représentent 60% de cas identités et les hommes 40%. Parmi ces cas identifiés, 40% sont des personnes âgées sans soutien et certains avec des mineurs en charge. Toutes ces personnes ont reçu une prise en charge psychosociale.

Le suivi de 42 anciens cas identifiés du mois de décembre a été effectué pour s'enquérir de l'évolution de leur situation.

VI- ACTIVITES DE SENSIBILISATION ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

42 séances de sensibilisation ont été menées sur les sites de N'Guaguam, Elhj Mainari, Sabon Carré, Festival, N'Goui, Assaga, Djalori, Garin Dogo, Sayam forage, Goudoumaria, Guidan Kadji, kilakam, Kitchiandi, Toumour et Garin Wanzam (Yébi-Dagaya). 828 personnes dont 634 hommes, 532 garçons, 1659 femmes et 1003 filles ont été touchées par ces activités. De façon générale, les thématiques portaient sur la protection de l'enfance, les conséquences des VBG, la coexistence pacifique entre les communautés.

VII- DEFIS OPERATIONNELS ET RECOMMANDATIONS

A- Défis et contraintes

- L'insécurité reste le défi majeur dans certaines localités de la commune de Gueskerou, Chetimari, Nguigmi frontalières avec le Nigeria et les îles du Lac Tchad, sujets aux incursions, attaques, enlèvements, par les éléments du groupe armé et bandits
- Les menaces d'enlèvement des expatriés qui réduisent leurs mouvements sur le terrain.

B- Recommandations

| Recommandations | Responsables |
|--|--|
| Conduire une analyse/réflexion sur les cas d'enlèvements qui se multiplient dans la région de Diffa enfin de renforcer les mécanismes communautaires d'alerte et de prévention au sein des communautés. | Groupe de travail protection |
| Renforcer les activités de prévention et réponses de protection sur le site de Kindjandi ayant accueilli les nouveaux déplacés venues de Toumour suite à l'attaque du 17 Janvier 2018 qui sont confrontées aux risques de protection liés à l'accès aux services sociaux de base | IRC |
| Renforcer l'identification, l'assistance et le suivi des cas de PBS dans les différents sites et identifiés les lacunes en termes de réponses | Acteurs de protection |
| Faire le suivi des cas de protection identifiés et documenter en 2017 et rapporter au GTP les lacunes identifiées | Acteur de protection à travers les structures communautaires |
| Redynamiser les structures communautaires mise en place et formées en 2017 | Acteurs de protection |
| Evaluer le fonctionnement des structures communautaires en 2017, les risques actuels encourus dans l'exercice de leurs activités, l'interrelation entre les différents comités mis en place par les ONGs, mettre en place un mécanisme de suivi. | Groupe de travail protection |